

Le monde de l'école s'inquiète de la crise politique

Silence radio

Une extrême discrétion régnait mardi au MR et au CDH au lendemain des 80 propositions formulées par le président de

Défi, Olivier Maingain, en vue de former un gouvernement en Communauté française. La liste a été transmise à tous les partis francophones, lundi, vers 17h. Le PS a fait savoir qu'il trouvait dans les propositions de Défi de "très fortes convergences" avec ses

propres idées. Mais les conditions émises par M. Maingain rendent hasardeux les pronostics pour la formation d'une majorité MR-CDH-Défi. A ce jour, aucune réunion associant les trois partis n'a été annoncée. (Belga)

Les acteurs du Pacte d'excellence redoutent les conséquences d'un changement de majorité en Communauté française.

■ La moindre modification pourrait couler le projet démarré en 2015.

Pour Pascal Delwit (ULB), la résistance de Maingain au CDH et au MR ne portera pas préjudice à Défi.

La chute du gouvernement PS-CDH en Communauté française, et plus particulièrement la création d'une nouvelle majorité dont le MR pourrait faire partie, donne des sueurs froides dans le monde de l'école aux syndicats, pouvoirs organisateurs et parents d'élèves. Ceux-ci construisent ensemble, non sans difficultés, depuis plus de deux ans, le Pacte pour un enseignement d'excellence. Ce chantier titanesque entamé en 2015 a pour objectif de réformer en profondeur l'enseignement francophone sur une période de quinze ans. Ses mesures phares sont un investissement massif pour l'enseignement maternel, un tronc commun jusque 15 ans, seules deux filières de 15 à 18 ans, des stratégies pour éviter le redoublement, et une modification des rythmes scolaires.

En juin dernier, les divers auteurs du Pacte s'étaient déjà inquiétés dans un communiqué de l'arrivée d'une

nouvelle coalition et des conséquences que cela pourrait avoir sur l'avenir du Pacte d'excellence. Ils demandaient alors aux futurs partis politiques au pouvoir de s'engager à mobiliser les moyens financiers nécessaires pour mettre en œuvre les objectifs du Pacte "dans le cadre du phasage budgétaire et temporel prévu" par la majorité sortante.

Le Pacte forme un tout

Les syndicats, pouvoirs organisateurs et associations de parents rappelaient par la même occasion la nécessité de maintenir les équilibres du Pacte. "Toute remise en cause d'un élément qui fait partie des équilibres du Pacte pour le court, le moyen ou le long terme revient à remettre en cause l'existence du Pacte pour un enseignement d'excellence lui-même." L'ouverture de nouvelles discussions autour du Pacte reviendrait, selon eux, à signer son arrêt de mort, celui-ci étant déjà en danger.

Deux mois plus tard, l'inquiétude continue de planer au-dessus des acteurs du pacte. Eugène Ernst, secrétaire général de la CSC-Enseignement, est particulièrement tracassé par une éventuelle diminution du budget attribué par le gouvernement PS-CDH à la réalisation du pacte.

L'angoisse d'un budget revu à la baisse

“Le problème est de savoir si les investissements budgétaires seront respectés en cas de nouvelle majorité. La Fédération Wallonie-Bruxelles a pris la décision d'investir de façon importante dans l'enseignement au moins jusqu'en 2022-2023”, explique Eugène Ernst. “Si le budget est revu à la baisse, cela signifie clairement que le Pacte est mort. Actuellement, nous ne savons pas dans quelle direction nous allons.”

Le syndicaliste craint également qu'un changement de majorité ne bouleverse complètement les équilibres du Pacte, nécessaires à son existence.

“Si le MR venait à entrer dans la majorité, quelles conséquences y aurait-il sur les dispositifs de fin de carrière du personnel ? Le ministre des Pensions, Daniel Bacquelaine (MR), a mis en place une politique au niveau fédéral qui revoie de manière très profonde les pensions des fonctionnaires et des enseignants. La majorité actuelle PS-CDH avait alors fortement réagi. Si la majorité change, quelles seront donc les conséquences ?”

La possible montée du MR dans le gouvernement de la Communauté française inquiète également

Roberto Galluccio, administrateur-délégué du Cpeons, l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement officiel neutre subventionné (communes et provinces). *“Un exemple me vient directement à l'esprit et concerne l'allongement du tronc commun jusque 15 ans. Le MR n'y voit aucun intérêt. Un changement d'intervenants politiques pourrait donc mettre à mal la construction du Pacte d'excellence. Ce dernier fonctionne de façon systémique, c'est-à-dire que si l'on touche à un seul de ses aspects, cela met en danger l'ensemble de ce qui a déjà été réalisé.”*

Des textes législatifs déjà votés

Les mesures du pacte qui devaient entrer en vigueur dès la rentrée n'ont pas été placées au frigo.

En effet, les premières propositions de décret ont pu être votées in extremis par le parlement lors de sa séance du 18 juillet dernier. Elles concernent aussi bien l'encadrement des écoles maternelles que l'aide aux directeurs ou encore l'extension du cours de philosophie et de citoyenneté au secondaire. *“Pour le pacte, c'est l'entrée progressive de plusieurs mesures, dans le maternel et le renforcement de l'aide administrative pour les directeurs d'écoles fondamentales. Cela rentrera bien en vigueur”, observe Conrad van de Werve, porte-parole du Segec, le secrétariat général de l'enseignement catholique en communautés française et germanophone. Pour le surplus, le Segec ne commente pas le blocage actuel. Les cartes sont entre les mains des acteurs politiques.*

L. V.

“A la Région bruxelloise, la situation est inextricable”

Entretien Frédéric Chardon

Pour Pascal Delwit, professeur de Science politique à l'ULB, le président de Défi, Olivier Maingain, ne prend pas ses électeurs à rebrousse-poil en adoptant une attitude intransigeante dans la crise politique actuelle.

Olivier Maingain a l'air de refuser de gouverner avec le CDH et le MR à Bruxelles et en Communauté française (ou Fédération Wallonie-Bruxelles). Mais ne fait-il pas courir un risque à sa propre formation ? Une majorité avec ces deux partis ne correspondrait-elle pas mieux à Défi que celle avec le PS ?

Il y a, en effet, l'expérience historique de la fédération entre le FDF (l'ancien nom de Défi, NdlR) et le PRL, puis le MR, de 1993 à 2011. Mais, depuis 2011, MR et Défi sont des frères ennemis. Et le choix du MR en 2014 de monter dans un gouvernement avec la N-VA, dans une majorité où l'aile francophone est si minorée, est un poids qui peut avoir effarouché une partie de l'électorat

de droite, en ce compris du MR lui-même. On peut toutefois imaginer qu'une partie de l'électorat de Défi verrait d'un bon œil le fait de renvoyer les socialistes dans l'opposition. Mais si Défi rejoint le MR à la Fédération Wallonie-Bruxelles et à la Région, on en reviendrait à la situation d'avant 2011, d'une certaine manière. Et, surtout, gouverner avec le parti qui gouverne lui-même avec la N-VA, enlèverait à Défi un argument de campagne en 2019 contre le MR. Pour l'électorat de Défi, les questions linguistiques restent essentielles.

On dit que les électeurs de Défi sont sociologiquement très proches de ceux du MR. Est-ce juste ?

L'électorat de Défi est un électoralat centriste d'un point de vue politique. C'est un électoralat, conformément à la tradition du FDF, qui est préoccupé par la défense du français, qui est aussi très lié aux personnalités du parti. Les meilleurs scores en 2014 ont été atteints par Défi dans les communes

d'Olivier Maingain (Woluwe-Saint-Lambert) et de Didier Gosuin (Auderghem). C'est un peu moins marqué chez Bernard Clerfayt à Schaerbeek. En géographie électorale, comme pour beaucoup d'autres partis dans la Région de Bruxelles-Capitale, il y a une coupure nette pour Défi. Ses zones de force sont situées à l'est du canal, dans un axe qui va d'Uccle jusqu'à Woluwe-Saint-Pierre et Woluwe-Saint-Lambert, Watermael-Boitsfort et Ixelles. Par contre, Défi est beaucoup plus faible dans l'axe occidental qui monte de Forest vers Molenbeek, etc. Mais je ne suis pas certain que pour les électeurs des communes où Défi est le plus présent, la question du renvoi du PS dans l'opposition soit si importante. A Bruxelles, le PS est moins dominant qu'en Wallonie.

Défi est surtout présent électoralement dans des communes plutôt privilégiées ?

Plutôt, oui, mais pas uniquement. Souvent, Défi le dispute au MR et à Ecolo dans ces communes, ou encore au CDH. Dans les deux

Woluwe, le PS est assez faible, le MR est assez fort, le CDH est bien implanté et Ecolo aussi. C'est la même chose à Watermael-Boitsfort et à Auderghem. Défi est aussi fort dans la périphérie. En particulier à Crainhem.

Comment expliquer le positionnement du président de Défi? Pourrait-il céder à terme ?

Le positionnement d'Olivier Maingain tient en partie à l'arithmétique dans la Région de Bruxelles-Capitale. Une alliance entre le MR, le CDH et Défi est possible, mais pour une seule voix de majorité. C'est déjà dur en soi. C'est une majorité très relative. Et il n'y a pas de solution du côté néerlandophone : si on évince le PS, il faudra sans doute évincer également le SP.A qui est aussi dans la majorité à Bruxelles. Or, mettre la N-VA à la place, ce n'est pas possible. Il reste Groen. Mais Groen ne va pas monter sans Ecolo. Donc, à la Région bruxelloise, la situation est inextricable. Et Maingain n'a pas un intérêt évident à maintenir le statu quo à la Région tout en montant à la Fédération Wallonie-Bruxelles avec le MR et le CDH.